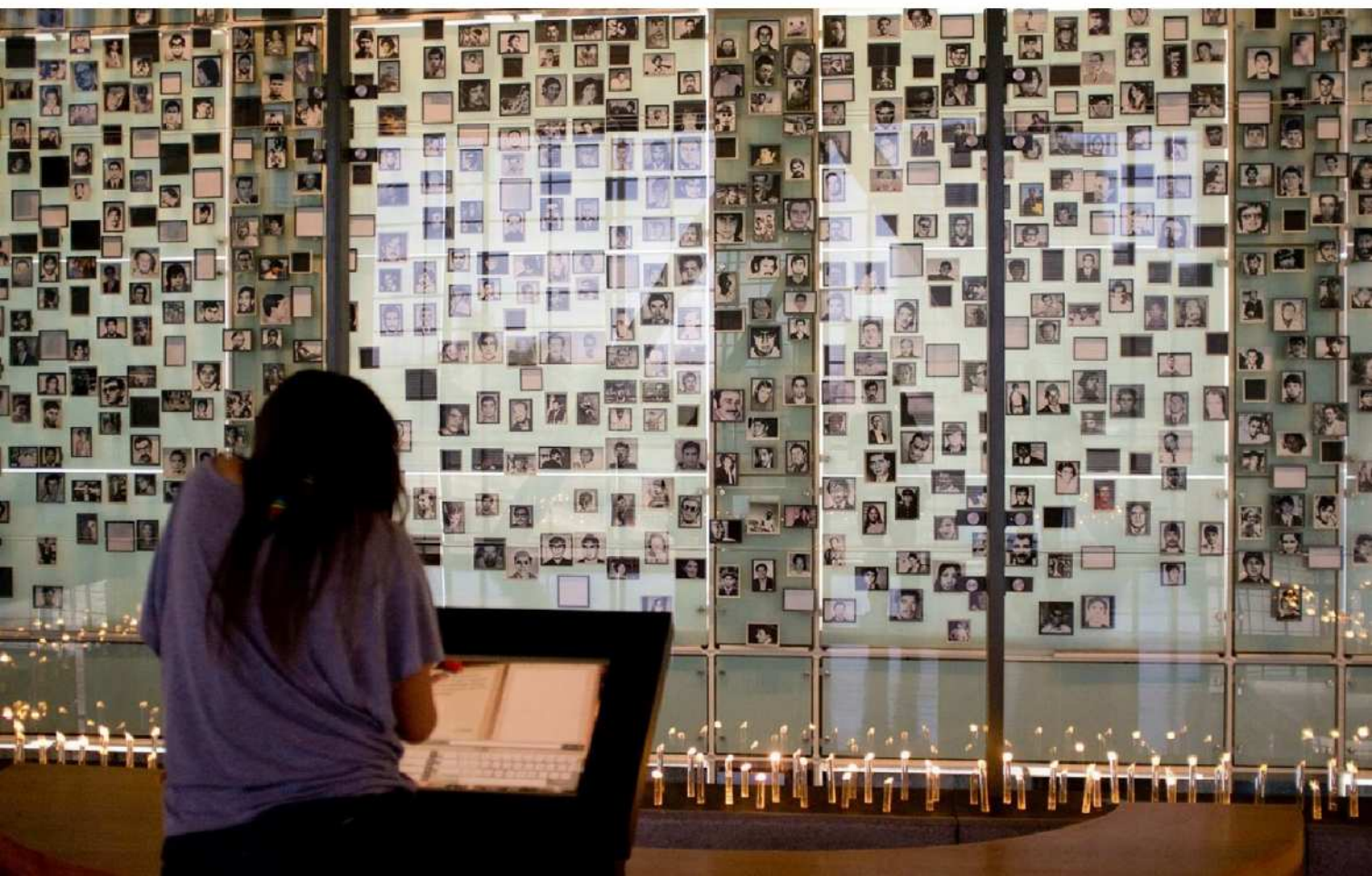


Chili, à la recherche des disparus de la sale guerre

Le putsch de Pinochet, en 1973, lance une traque aux opposants, dans un contexte de panique liée à la progression des idées communistes. Pour les contrer, tous les moyens sont bons... **PAR MICHEL FAURE**

Le 11 septembre 1973, un coup d'État militaire au Chili met fin à la présidence du socialiste Salvador Allende, élu démocratiquement trois ans plus tôt. Dans son bureau de La Moneda, le palais présidentiel, cerné par des soldats et bombardé par l'aviation, Allende se suicide. Aussitôt, une junte est créée que va présider le général Augusto Pinochet, commandant en chef de l'armée de terre.

Dès ses premières heures, le nouveau régime s'engage dans une répression brutale, emprisonnant des milliers de personnes jugées, à tort ou à raison, communistes. Très vite, des milliers de Chiliens considérés comme des ennemis s'entassent dans les deux plus grands stades de la ville de Santiago, et d'autres centres de détention de la capitale. Peu d'entre eux en sortiront vivants. Ils sont systématiquement torturés avant d'être tués. Parfois, le corps d'une victime est rendu à sa famille, mais souvent des détenus disparaissent des stades ou des prisons sans que l'on sache ce qui leur est arrivé. Quelques



jours après le putsch, Augusto Pinochet crée la DINA (Direction de l'intelligence nationale), devenue très vite son service secret personnel. L'une des spécialités de cette officine est d'éliminer les corps, sans doute pour tenter d'effacer les crimes. Ainsi, le bilan désolant de cette « guerre civile » déclarée par les militaires contre une vaste partie de leurs concitoyens compte non seulement des morts, mais aussi des disparus dont le souvenir reste toujours gravé dans la mémoire de ceux qui les ont connus.

L'objectif de Pinochet, extirper le « cancer marxiste »

La répression s'étend dans tout le pays, comme l'illustre la « Caravane de la mort », laquelle va conduire en hélicoptère, du sud au nord du pays, un commando qui exécutera sommairement 72 personnes entre le 4 et le 19 octobre. Fin 1973, les arrestations se font moins nombreuses, faute d'opposants encore vivants. La plupart des dirigeants de la gauche chilienne sont morts ou se sont réfugiés, au cours des premières heures du coup d'État, dans une ambassade. La dictature va durer dix-sept ans. Elle annonce vouloir fonder un nouveau Chili, mais il lui faut d'abord « extirper le cancer marxiste qui contamine la société chilienne », déclare le général Gustavo Leigh, membre de la junte et chef de l'aviation.

C'est grâce au retour de la démocratie que l'on connaît enfin l'ampleur des violations des droits humains durant la dictature. Le rapport Rettig – du nom de Raul Rettig (1909-2000), ancien député radical et ancien ambassadeur du Chili au Brésil sous la présidence d'Allende –, publié en 1991, est mis en place par le premier président de la démocratie renaissante, Patricio Aylwin. Il présente les crimes commis sous le régime militaire (1973-1990), qui ont causé la mort ou la disparition de 2 998 personnes. En 2011, un nou-

Mémorial Le musée des Disparus et des Droits humains a ouvert à Santiago en 2011. Les visiteurs peuvent se recueillir devant un mur où sont exposées 3 000 photos d'hommes et de femmes dont on a perdu toute trace.



Le micro et le bâton

Le 24 septembre 1973, le général Pinochet prend la parole lors d'une conférence de presse. Depuis treize jours et le renversement du gouvernement d'Allende, l'armée procède à des centaines d'arrestations arbitraires dans les mouvements de gauche.



veau rapport, celui de la commission Valech – du nom de son président, l'évêque Sergio Valech –, demandé par le président Ricardo Lagos, évalue le nombre de victimes à 2 328. À ces sinistres chiffres il faut ajouter l'exil d'environ 200 000 Chiliens. Ces deux documents associent morts et disparus. Sans doute les experts ont-ils considéré que ces derniers ont été tués eux aussi, mais leurs familles gardent longtemps l'espoir qu'ils sont encore vivants, en fuite, ou en exil, et resteront toute leur vie obsédés par l'absence de l'être cher.

Accablés de chagrin, les parents des morts identifiés peuvent, eux, achever leur travail de deuil.

À l'exception des derniers pinoché- tistes invétérés – qui agitent le drapeau chilien devant La Moneda en brandissant le portrait du vieux général –, les Chiliens, le 11 septembre 2023, ont montré leur empathie avec les familles des victimes. Cinquante ans après le coup d'État, ils étaient des milliers ce jour-là à marcher dans les rues de la capitale, portant la photo d'une personne assassinée par les soldats. ...

MATTHIEU COLIN/DIVERGENCE



ALAMY STOCK PHOTO

Quadrillage Dans le désert d'Atacama (nord du Chili) s'élèvent les ruines de la ville de Chacabuco, une ancienne mine de salpêtre transformée en camp de concentration pour prisonniers politiques sous la dictature militaire.

Mains rouges En 1999, des manifestants réclament l'extradition de Pinochet, alors à Londres, afin qu'il soit jugé pour ses crimes.

... Au premier rang de cet immense défilé, le jeune président du Chili Gabriel Boric (né le 11 février 1986) est là pour rendre hommage aux morts et aux disparus. Il prononce un discours dans lequel il demande à la justice chilienne de poursuivre les auteurs des crimes, et aux Chiliens d'aimer et de défendre la démocratie.

Peu de temps avant ce cinquante-naire, le ministère de la Justice lançait un « plan national de la recherche de la vérité sur les disparus », une première initiative bienvenue alors que leur nombre est estimé à 1400, et que, jusqu'à maintenant, seulement 307 corps ont été retrouvés. Alvaro Gonzales, vice-président du Groupe-

ment des proches de prisonniers disparus, n'a jamais su ce qui était arrivé à son oncle, un étudiant en médecine, sinon qu'il avait été arrêté et retenu douze jours durant dans un centre de détention où se pratiquaient des tortures sexuelles. Personne ne l'a jamais revu. « Malheureusement, dit-il, je ne cherche plus sa dépouille, je veux juste



FABOLA/BRIDGEMAN IMAGES

Neruda, l'assassinat d'un prix Nobel ?

Prix Nobel de littérature en 1971, Pablo Neruda (1904-23 septembre 1973) était à la fois poète et membre du Parti communiste chilien. Neruda a laissé un nombre considérable d'œuvres de prose et de poésie, dont l'immense *Canto general*, publié en français par Gallimard, en 1977, sous le titre *Le Chant général*. Douze jours après le coup d'État militaire du 11 septembre, il s'éteint dans une clinique de Santiago, victime – selon la version officielle – d'un cancer de la prostate. L'hypothèse d'un empoisonnement n'est pas exclue, mais il faudra attendre le 13 février 2023 pour la confirmer : une bactérie à l'origine d'une toxine mortelle, *Clostridium botulinum*, a été retrouvée dans les restes osseux du défunt.

“Ces drames se déroulent dans le contexte de la guerre froide, qui a commencé à Cuba en 1959”

savoir ce que cet homme a subi et tenter d'identifier ses tortionnaires afin qu'ils soient arrêtés et présentés à la justice.» De belles paroles sont prononcées par les autorités politiques, qui se disent engagées à faire toute la lumière sur le sort des disparus. Mais chacun sait que, tant que l'armée refusera l'accès à ses archives – lesquelles révéleraient sans aucun doute un grand nombre de secrets indicibles –, il sera très difficile de connaître la vérité sur les crimes commis par la dictature.

Plus de 2 000 personnes dont on reste sans nouvelles

Afin de mieux comprendre la réalité humaine cachée derrière cette sinistre comptabilité, le rapport Rettig, dans son volume II, tome 3, publie la liste des 2298 personnes reconnues comme victimes de la répression. On y trouve des ouvriers et des sociologues, des lycéens, des syndicalistes, des étudiantes, des menuisiers, des mineurs de fond, des paysans, des journalistes, des médecins, des professeurs, des jeunes femmes enceintes, des mères au foyer, des gamins qui rentraient chez eux en courant pour cause de couvre-feu et qui tombèrent sous les rafales de carabinières passant par là.

Par ordre alphabétique, les noms se suivent sur 419 pages où sont détaillés la profession des personnes, leur âge, les circonstances de leur arrestation, les tortures subies, leur mort, si leur corps a été rendu ou non à leur famille, et ceux dont on ne sait rien, sinon qu'ils ont été vus pour la dernière fois dans un centre de détention. Cette liste commence par l'ouvrier d'une usine

de tissu, Luis Antonio Abarca Sánchez, célibataire, 22 ans, arrêté le 26 octobre 1973 dans une banlieue de Santiago pour une raison non spécifiée. Exécuté le lendemain, il sera retrouvé par sa famille quelques jours plus tard à l'institut médico-légal. La liste se termine par le nom d'un militant communiste de Peñalolén, Eduardo Fernando Zuñiga Zuñiga, rechangeur de pneus pour automobiles, arrêté le 23 août 1974 lors d'un raid des forces armées, puis conduit au centre de détention de Cuatro Alamos. Depuis, il est porté disparu.

Il convient de replacer ces drames dans leur contexte, celui de la guerre froide. Elle s'annonce en Amérique latine avec la victoire de Fidel Castro à Cuba, le 1^{er} janvier 1959. La crise des missiles, en octobre 1962, et la promesse d'Ernesto Che Guevara, en août 1967, de créer «deux, trois, plusieurs Vietnam» inquiètent les habitants de la région. Au Chili, en 1970, quand Salvador Allende est élu président de la République, chacun sait qu'il est marxiste et ami du parti communiste. Aux États-Unis, Richard Nixon martèle qu'il faut «lui botter le train» et charge la CIA de l'empêcher de gouverner. La menace communiste, la peur de nombreux Chiliens que leur pays devienne un «nouveau Cuba» est là et les militaires y répondent à leur manière, avec une brutalité révoltante. À la fin de la dictature, le premier président de la démocratie renaissante, Patricio Aylwin, demande à Pinochet s'il regrette les crimes contre l'humanité commis quand il était au pouvoir. Le vieux militaire lui répond : «Mais nous étions en guerre, monsieur le président.» ■



ANONYMOUS/AP/SIPA

Victor Jara, poète martyr

Ce chanteur « engagé » (né en 1932, mort entre le 14 et le 16 sept. 1973) était l'idole de la gauche chilienne. Il était aussi un homme de théâtre et membre du Parti communiste chilien. Il fut l'un des soutiens les plus actifs de l'Unité populaire, la coalition du président Allende, élu en 1970. Le jour du coup d'État militaire du 11 septembre 1973, Jara est arrêté, emprisonné et torturé. Ses tortionnaires lui écrasent les doigts et le défient de jouer de la guitare. Il a été tué, criblé de balles, probablement entre le 14 et le 16 septembre. Il avait 40 ans. Il laisse l'image d'un jeune homme souriant, une guitare à la main, et des chansons folkloriques, amoureuses ou protestataires, que l'on peut retrouver dans les neuf albums qu'il a enregistrés entre 1966 et 1973, ainsi que trois autres posthumes. Enfin, il nous offre aussi l'ébauche de son dernier poème, inachevé, passé de main en main par les prisonniers du stade National, où lui-même était reclus. Grâce à eux, les premiers vers sont désormais connus : « *Somos cinco mil, en esa pequeña parte de la ciudad, somos cinco mil* » (« Nous sommes cinq mille, dans cette petite partie de la ville, nous sommes cinq mille »).